

# LES POLITIQUES AGRICOLES À TRAVERS LE MONDE QUELQUES EXEMPLES



www.agriculture.gouv.fr



Afrique du Sud • Algérie • Arabie Saoudite • Argentine • Chine • Corée du Sud • Danemark • Espagne • Ghana • Inde • Indonésie • Iran • Japon • Kenya • Nigeria • Pays-Bas • Royaume-Uni • Russie • Thaïlande • Ukraine • Zambie .....

## Argentine

### Contexte agricole et relations internationales

PRINCIPALES DONNÉES		ARGENTINE	FRANCE
Superficie	km <sup>2</sup> - 2014	<b>2 780 400</b>	<b>549 190*</b>
Population	Mhab 2014 - évolution 2013/14	<b>43</b> (+1%)	<b>65,9</b> (+0,4%)
Indice de développement humain (IDH)	2014	<b>0,836</b> (40 <sup>e</sup> rang mondial)	<b>0,888</b> (22 <sup>e</sup> rang mondial)
PIB	Md€ - 2014	<b>405</b> (24 <sup>e</sup> rang mondial)	<b>2 131</b> (6 <sup>e</sup> rang mondial)
Taux de croissance du PIB	% annuel - 2013/14	<b>+0,5</b>	<b>+0,2</b>
PIB / habitant	€ - 2014	<b>9 422</b>	<b>32 341</b>
Part de l'agriculture dans le PIB	% - 2014**	<b>8,3</b>	<b>1,7</b>
Surface arable	Mha - 2013	<b>39,7</b>	<b>18,4</b> ****
Terres agricoles	Mha - 2013	<b>149,1</b>	<b>27,7</b> ****
Surface forestière	Mha - 2015	<b>27,1</b>	<b>16,99</b>
Solde commercial tous secteurs	Md€ - 2014	<b>+1,4</b>	<b>-46,9</b>
Échanges commerciaux agroalimentaires tous pays	M€ - 2015***	Exportations : <b>30 700</b>	Exportations : <b>59 400</b>
		Variation 2014/15 (en €) : +9,9%	Variation 2014/15 (en €) : 0%
		Importations : <b>1 600</b>	Importations : <b>50 100</b>
		Variation 2014/15 (en €) : +19,4%	Variation 2014/15 (en €) : 0%
Solde agroalimentaire	M€ - 2015	<b>Solde : -29 100</b> <i>Source douanes Argentine</i>	<b>Solde : +9 300</b> <i>Source douanes France</i>
Échanges agroalimentaires bilatéraux	M€ - 2015	Argentine vers F : <b>333</b>	F vers Argentine : <b>22</b>
		Variation 2014/15 : +18,9% <i>Source douanes France</i>	Variation 2014/15 : +6,3% <i>Source douanes France</i>
Part du flux bilatéral dans les importations agroalimentaires		<b>0,7%</b> des importations de F Rang parmi les fournisseurs de F : 24 <sup>e</sup>	<b>1,6%</b> des importations de Chine Rang parmi les fournisseurs de C : 16 <sup>e</sup>
Part du flux bilatéral dans les exportations agroalimentaires		<b>0%</b> des exportations de la F Rang parmi les clients de F : 103 <sup>e</sup> <i>Source douanes France</i>	<b>0,8%</b> des exportations de C Rang parmi les clients de C : 31 <sup>e</sup> <i>Source douanes Argentine</i>

\*549 190 km<sup>2</sup> pour la métropole (Corse comprise), la surface Outre-Mer est de 89 540 km<sup>2</sup> pour les seuls DOM (Source IGN 2012) et monte à environ 113 000 km<sup>2</sup> au total.

\*\* L'indicateur de la Banque mondiale inclut la valeur ajoutée de l'agriculture, de l'exploitation forestière, de la chasse et de la pêche.

\*\*\* Md = milliards, M = millions

\*\*\*\* Données Eurostat, édition 2015.

## Ce qu'il faut retenir

✦ Forte d'une surface agricole cinq fois supérieure à celle de la France et disposant de conditions très favorables, l'Argentine est un géant agricole à fort potentiel, très compétitif, dont l'agriculture est un moteur pour l'économie.

✦ L'Argentine est l'un des principaux producteurs mondiaux de soja, de viande bovine et de céréales. La production argentine reste relativement diversifiée.

✦ Selon les autorités, l'Argentine produit de quoi nourrir 441 millions de personnes actuellement et devrait pouvoir en nourrir 632 millions en 2020.

✦ L'Argentine était le 10<sup>e</sup> exportateur agricole mondial de produits agricoles et agroalimentaires en 2014. Pourtant le solde des échanges agricoles et agroalimentaire est en progression constante (+9% en 2015 par rapport à 2014) ce qui témoigne d'une vigueur toujours accrue de ce secteur.

✦ La rétrogradation de l'Argentine au 10<sup>e</sup> rang mondial s'explique par une perte de compétitivité, en partie du fait des politiques gouvernementales sur la période 2008-2015, face à des pays directement concurrents (Brésil, Inde, Chine) dont la productivité a augmenté.

✦ Les exportations agricoles jouent un rôle majeur dans l'économie argentine puisqu'elles ont représenté plus de 63% des exportations en 2015. Le secteur agricole est également la première source de devise du pays, emploie plus d'un tiers de la population active (en incluant les emplois indirects) et contribue pour environ 8,3% au PIB et jusqu'à 20% si on inclue toute la chaîne de valeur (2013).

## Production agricole

### Un agro-exportateur de poids mondial

L'Argentine, 10<sup>e</sup> exportateur mondial de produits agroalimentaires, est un géant agricole qui bénéficie d'une part, d'une surface agricole utile très importante (147 Mha dont seulement 37 M sont cultivés hors vergers et vignes) et d'autre part de conditions pédoclimatiques favorables dans ses principales régions de production (disponibilité en eau, qualité des sols, etc.). Environ 130 Mha sont destinés au pâturage.

Le graphique de la FAO montre l'importance des différentes productions argentines, en 2012.

**Les exportations de céréales, d'oléagineux et dérivés représentaient 45% des exportations agricoles et agroalimentaires du pays en 2015. Les principales cultures argentines sont le soja, le maïs, le blé, l'orge et le tournesol.** Réparties sur 28,17 Mha, elles occupent 92% des

✦ Le précédent gouvernement et le secteur agricole argentin étaient en opposition frontale, le secteur agricole accusant le gouvernement de freiner le développement de la production et de brider le potentiel du pays, en raison notamment de l'application de taxes à l'exportation et du contrôle des prix internes. L'arrivée au pouvoir de Mauricio Macri fin 2015 a modifié complètement ces relations, avec une reprise du dialogue et l'adoption de mesures de libéralisation du secteur qui redonneront une compétitivité à l'export au secteur (levée des taxes aux exportations sauf pour le soja ; suppression des quotas d'exportations ; dévaluation).

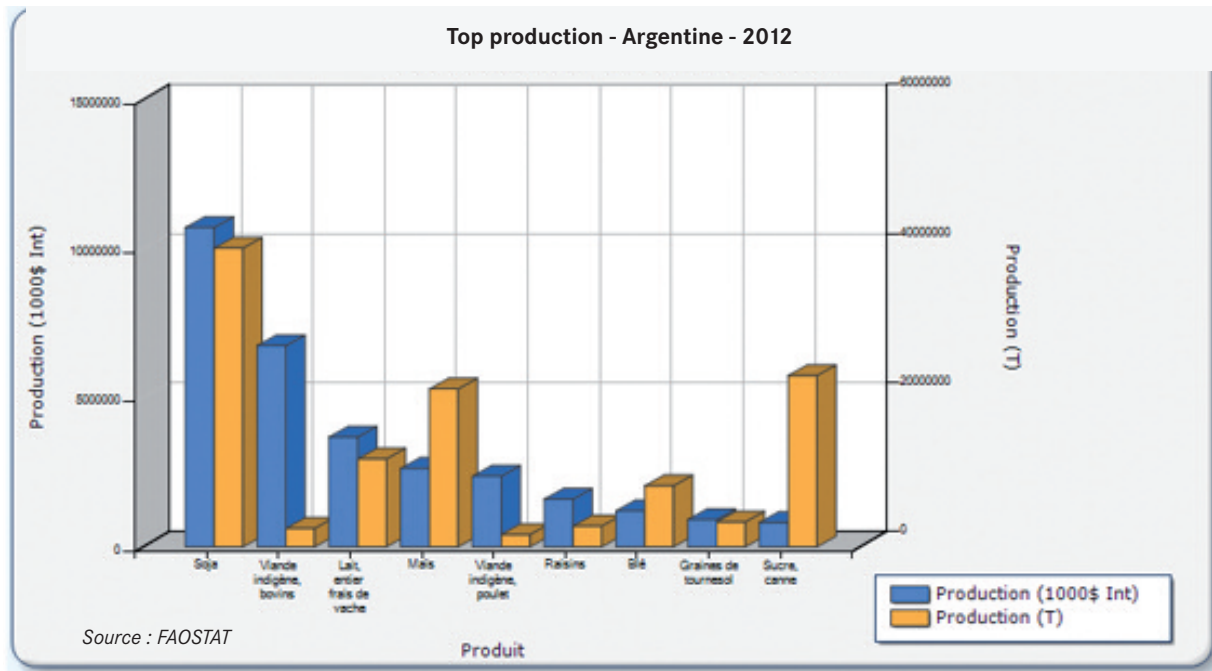
✦ Lors des périodes de prix élevés des matières premières, s'est développé en Argentine un modèle particulier de mise en valeur des terres autour des « entrepreneurs » (*pools de siembra*) qui ne possèdent pas ou ne louent pas les terres, mais vendent leur capacité à les cultiver.

✦ Au niveau international, l'Argentine se distingue par ses positions très marquées dans les négociations commerciales multilatérales et bilatérales : très favorable à une libéralisation du commerce agricole, l'Argentine a longtemps empêché toute ouverture de son marché industriel. Elle s'était fait en outre régulièrement remarquer par l'adoption de mesures de restriction aux échanges. Les déclarations du nouveau Président de la République, et son souhait d'adhérer à l'OCDE, laissent entendre que l'Argentine pourrait changer de position, bien que la libéralisation du commerce agricole reste une des principales revendications du pays.

terres en cultures annuelles. En 2014-2015, la récolte de ces cinq cultures a atteint plus de 97 Mt (sur une production totale de grains de 103,45 Mt, dont 60,8 Mt pour la seule production de soja réparti sur 19,3 Mha, 26,4 Mt de maïs, 9,5 Mt de blé, 4,3 Mt d'orge et 2,5 Mt de tournesol. La production de riz s'est élevée autour de 1 Mt, en grande majorité à destination du marché intérieur.

Quasiment inexistant du paysage agricole argentin il y a 30 ans, le soja est aujourd'hui un pilier de l'économie du pays plaçant le pays comme **3<sup>e</sup> producteur et exportateur mondial** derrière les États-Unis et le Brésil en 2015 selon l'USDA<sup>1</sup>. L'Argentine est par ailleurs le **1<sup>er</sup> exportateur mondial d'huile et de tourteaux de soja, 2<sup>e</sup> exportateur mondial de sorgho, de dérivés de tournesol (huile et tourteaux)**. L'Argentine est aussi **un grand producteur de fruits**. Les cultures se situent principalement dans les provinces du Rio Negro, de Neuquén et de Mendoza. L'Argentine est le 3<sup>e</sup> producteur mondial de citrons en 2014-2015 avec une

<sup>1</sup>Département de l'Agriculture des États-Unis



production annuelle moyenne de 1,15 Mt selon l'USDA et le second exportateur mondial derrière la Turquie. La production de pommes et poires, est également significative et ces deux fruits représentent 50% des exportations de fruits frais. En 2012, l'Argentine est **3<sup>e</sup> producteur mondial de poires** derrière la Chine et les États Unis et le **1<sup>er</sup> exportateur** (environ 890 kt produites en 2014 d'après le ministère de l'agro-industrie argentin). Elle est également **1<sup>er</sup> exportateur mondial de jus de pommes**, sa production de pommes s'élevant à 930 kt en 2014.

L'Argentine est en outre connue pour ses **vins : 5<sup>e</sup> pays producteur, 10<sup>e</sup> exportateur** et 5<sup>e</sup> plus gros consommateur. En 2015, 13,3 Mhl de vin ont été produits dont les 2/3 sont consommés sur le marché interne. La production nationale est regroupée à 70% dans la province de Mendoza et à 20% dans la province de Santa Fe. Malbec, Merlot, Syrah, Chardonnay, ou encore Sémillon représentent les principaux cépages cultivés.

À noter que **la production de légumes**, qui totalise environ 7 Mt/an, est presque uniquement destinée au marché intérieur. L'Argentine est toutefois le 3<sup>e</sup> exportateur et le 5<sup>e</sup> producteur mondial d'ail. Les autres légumes cultivés sont notamment la pomme de terre (0,183 Mt), l'oignon (0,708 Mt), la tomate (toutes types confondues 1,992 Mt), la carotte et la courge.

Enfin, en particulier dans le Nord du pays il existe une production de **coton, sucre et arachide**. Ainsi environ 398 Mt de coton, en 2012 d'après la FAO ont été produites, principalement dans la province du Chaco. Par ailleurs 0,178 Mt de sucre auraient été produites en 2015, d'après le Centre Azucarero Argentino. La filière de l'arachide présente quant à elle une production de 604 Mt en 2014/15 d'après le Ministère de l'agro-industrie.

**En ce qui concerne l'élevage, l'Argentine est en 2015 le 11<sup>e</sup> éleveur mondial de bovin.** Ce secteur a particulièrement souffert ces dernières années à la fois de la politique administrée du précédent gouvernement, de la concurrence avec le soja et de périodes de sécheresse diminuant la fertilité et augmentant la mortalité. En effet, l'Argentine se positionnait au 2<sup>e</sup> rang d'exportateur mondial en 2005, contre le 14<sup>e</sup> en 2014. Avec une consommation interne saturée, l'Argentine ambitionne de récupérer son rang international par le marché extérieur. L'élimination des taxes et quotas à l'exportation pour la viande bovine et la dévaluation du peso y contribueront sans doute. Le cheptel argentin compte aujourd'hui 52 M de têtes, qui permettent la production de 2,7 Mt de viande par an dont 133 000 tonnes ont été exportées en 2015. Les exportations pourraient attendre 360 000 tonnes d'ici 4-5 ans, selon certaines sources officielles, et retrouver ainsi leur niveau de 2007.

Soutenues par un coût du maïs bas ces dernières années, les **filières volailles et viande porcine** ont cru fortement. La production de viande de porc est de 442 000 t en 2014. En 2014 la production de volaille est estimée à 2,1 Mt. La production de ces filières et la consommation continueront à croître mais beaucoup plus faiblement, le pouvoir d'achat des ménages étant affecté par l'inflation, et le prix du maïs repartant à la hausse au niveau interne, conséquence du regain des exportations.

L'Argentine est le **9<sup>e</sup> producteur mondial de lait** soit une production actuelle autour de 11,2 MI dont 261 000 litres environ exportés sous forme de lait en poudre (53%), de fromages (16%) ou encore de lactosérum, glace ou confiture de lait. L'OCDE-FAO prévoit une augmentation de 23% pour la production, 15% pour la consommation et 40% pour les exportations en volume de produit laitiers d'ici 2024.

Plus anecdotique mais pas moins emblématique, la production **ovine** regroupe un cheptel de 15 M de têtes, regroupé essentiellement en Patagonie (Santa Cruz, Chubut). De forte tradition dans la production de laine, l'élevage ovin reste une activité économique majeure pour tous les Etats du sud du pays. Suite à la crise des années 90, la filière s'est redéfinie et des investissements ont eu lieu pour développer les débouchés de la viande. On estime à 50 000 t la production de viande actuelle avec 2 700 t exportées en 2014.

## Un potentiel important mais des défis à relever

Selon les autorités, l'Argentine permet de nourrir 441 millions d'habitants et pourrait en nourrir 632 millions en 2020. Sur de nombreuses productions, l'Argentine n'a pas encore atteint tout son potentiel, et les études de la FAO et de l'OCDE le soulignent régulièrement.

Toutefois, des facteurs limitants doivent être signalés :

– Les infrastructures demeurent en retard au regard de la rapide croissance du secteur agricole, notamment en matière de transport terrestre et fluvial.

– Un environnement politique et réglementaire instable. Si aujourd'hui, il semble redevenir favorable, l'Argentine est habituée aux changements brusques dans ses politiques économiques, et rien ne peut laisser présager de l'environnement à moyen terme.

– L'agriculture argentine reste duale avec une petite agriculture familiale qui souffre le plus de la pauvreté et de la difficulté d'accéder aux marchés. Des zones du Nord du pays sont les plus enclavées et il conviendra d'intégrer ces agriculteurs et ces régions pour atteindre un potentiel optimal.

– Le secteur agricole argentin connaît une situation contrastée, avec d'un côté des secteurs ayant souffert de fortes chutes de production (élevage bovin viande, blé), des productions qui se maintiennent mais qui pourraient être davantage développées (maïs, élevage laitier) et de l'autre des productions tirées par la demande mondiale (soja et dérivés). Certaines filières sont actuellement en crise (produits laitiers, pommes et poires, vins de table) face à des prix bas et des difficultés de trouver des débouchés à l'export. L'évolution de l'inflation et du taux de change dans les prochains mois sont des facteurs clé dans l'évolution de la compétitivité du secteur agricole argentin en général et dans la capacité de ces différentes filières à se développer, à l'export en particulier.

## Une tendance à la concentration

En termes de structures, le dernier recensement agricole (controversé) de 2008 donne le chiffre de 276 581 exploitations sur une surface de 155 Mha, la taille de l'exploitation moyenne étant de 560 ha (contre 71 ha en France). Les petites exploitations représenteraient 2/3 des exploitations, mais seulement 18% des surfaces cultivées et 18% de la valeur de la production.

Le faible niveau d'encadrement législatif (épandage, location de terre, appui aux petits producteurs, accès aux financements) fragilise les petits exploitants et favorise la concentration financière. La financiarisation et la spécialisation sont aujourd'hui monnaie courante.

Lorsque les prix du soja et du maïs ont atteint des sommets au niveau mondial, on a pu noter le développement très rapide d'un mode de mise en valeur appelé *poos de siembra* dans lequel le « producteur » ne possède ni ne loue sur une longue durée la terre mais « vend » sa capacité de mettre en culture et de récolter les surfaces agricoles. Ainsi, un des plus gros producteurs de grains argentins, Los Grobo, n'est pas propriétaire d'un seul hectare du million qu'il exploite. Toutefois, dès que le prix des matières premières agricoles est en repli, ce mode d'exploitation a tendance à régresser.

## Une adoption rapide et massive des organismes génétiquement modifiés

**L'Argentine a adopté rapidement les OGM dès 1996.** En 2012, selon des données du ministère de l'Agriculture, 98% du soja, 20% du coton et 40% du maïs étaient produits à partir des semences OGM.

L'Argentine, qui craint le « protectionnisme vert » des pays développés, développe un discours construit sur l'intérêt du système « OGM – semis direct – glyphosate », qui permettrait de protéger les sols et d'augmenter les performances de production, limitant ainsi les besoins de mise en culture de nouvelles surfaces.

Cependant, comme dans les autres pays utilisant ces technologies, les problèmes de résistance des adventices au glyphosate se développent. Ces résistances ont entraîné, selon la bourse de céréales de Buenos Aires, une baisse de l'utilisation du semis direct en 2014, passé de 94 à 92% des surfaces cultivées dans les 6 principales cultures du pays, ce qui n'était jamais arrivé depuis la généralisation de l'usage de cette technique en 1998.

La législation autorisant l'utilisation de semences OGM continue à s'étendre avec, entre autres, l'autorisation de la pomme de terre transgénique résistante au virus PVY en novembre 2015. Des fortes pressions sont exercées pour que soit autorisée une variété de canne à sucre résistante au glyphosate. Toutefois certains mouvements contestataires, dénonçant les dégâts environnementaux et sanitaires liés aux utilisations des OGM, se manifestent.

## Politique agricole

En 2008, suite à l'annonce du projet de l'ancien gouvernement de taxes aux exportations, un conflit important avait opposé les quatre organisations de producteurs agricoles (qui s'étaient unies dans une Commission conjointe - *Mesa de Enlace*) et le gouvernement. Le projet avait été retiré. Mais le dialogue a été rompu très vite marquant ainsi le début d'un conflit entre le monde agricole et le gouvernement qui s'est poursuivi jusqu'aux élections nationales de 2015.

Un exercice important d'élaboration de perspectives pour le secteur avait été conduit de manière participative à l'époque : il s'agissait du Plan Stratégique Agroalimentaire

et Agro-industriel 2010-2020, réactualisé ensuite en 2014, et présenté largement à la communauté internationale. Aujourd'hui encore, les principaux acteurs du monde agricole partagent les objectifs ambitieux de ce plan, qui vise à augmenter fortement les productions et exportations agricoles. Toutefois, les mesures politiques d'application n'avaient jamais été formulées ni mises en œuvre, et les producteurs notaient la contradiction entre ces objectifs de développement forts d'un côté et des restrictions importantes aux exportations de l'autre.

**Le nouveau gouvernement élu en 2015, a souhaité mettre un terme à cette guerre avec le secteur agricole, et que le dialogue soit rapidement renoué. Il a ainsi mis en œuvre très vite les mesures réclamées par le secteur agricole depuis plusieurs années :** levée des restrictions aux exportations (taxes et quotas), dévaluation du peso (regain de compétitivité à l'export), création d'un ministère de l'agro-industrie faisant davantage le pont entre secteur agricole et transformation alimentaire.

Notons que, au vu du poids des exportations agricoles et agroalimentaires (63% des exportations), l'agriculture était une source de revenus non négligeables pour l'État, via les taxes à l'exportation qui constituaient la troisième recette budgétaire de l'État (13% des recettes en 2013 et 0,7% du PIB). Le nouveau gouvernement a commencé par éliminer les taxes qui représentaient 20% de cette recette mais a baissé de 5% seulement les taxes les plus rémunératrices sur le soja et ses dérivés (en s'engageant à les baisser ensuite de nouveau de 5% par an).

Ricardo Buryaile a été nommé, le 10 décembre 2015, ministre de l'agro-industrie. Producteur rural, très proche des syndicats agricoles, il a indiqué que le changement de nom du ministère (auparavant ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche) visait à permettre de « dépasser la dichotomie entre agriculture et industrie, de façon à mettre en exergue le développement de la chaîne de valeur ». Le gouvernement souhaite également, selon ce que le Président de la République a indiqué, travailler pour tous les producteurs, quelle que soit leur taille. Il a par ailleurs déclaré faire de la compétitivité et de la rentabilité un objectif clair de son mandat.

**La politique agricole argentine sera donc vraisemblablement marquée dans les prochaines années par des mesures visant à redonner de la compétitivité au secteur exportateur** (innovations pour gagner en productivité ; amélioration des infrastructures ; appui à la création de valeur ajoutée à l'origine ; adéquation du niveau sanitaire avec les demandes du marché international), **mais aussi par des mesures ayant pour but de favoriser une intégration productive de l'agriculture familiale** (en continuité avec l'ancien gouvernement).

Les priorités suivantes de l'Etat argentin seront donc probablement :

- **ouverture commerciale pour faciliter les exportations agricoles ;**
- renforcement des systèmes **d'innovation** et des institutions (INTA, l'Institut national agronomique argentin) ;

- maintien d'une surveillance **sanitaire forte** (via le SENASA, le Service national de santé et de qualité agroalimentaire),
- **intégration de l'agriculture familiale au marché via le soutien au secteur coopératif ;**
- développement de la **durabilité** de l'agriculture et prise en compte des impacts du changement climatique.
- création de **valeur ajoutée « à l'origine »** pour sortir de la dépendance aux matières premières (les mesures concernant cet objectif n'étant pas toutefois pas définies clairement) ;

Ces dernières années, le gouvernement avait souhaité **limiter la hausse des prix de l'alimentation** pour le consommateur argentin, notamment les produits de consommation courante quotidienne (viande, lait, pain), dans un contexte de forte inflation, et avait mis en place une politique de contrôle des prix internes. Ces mesures pourraient en partie se poursuivre, l'inflation restant une inquiétude centrale en Argentine. Toutefois, le gouvernement ne compte pas restreindre les exportations pour atteindre ses objectifs et le secteur agricole semble disposé à collaborer pour éviter un recours à des politiques interventionnistes sur les marchés.

Enfin, l'Argentine avait adopté ces dernières années de nombreuses mesures plus ou moins explicites de restriction des importations (licences non automatiques, pression sur les importateurs, etc.). Ces mesures sont progressivement supprimées et devraient permettre une plus grande facilitation des échanges agroalimentaires à l'avenir.

## Politique forestière

L'Argentine compte encore une importante surface de forêt primaire sur environ 30 millions d'hectares de forêt situés principalement au Nord Est du pays. Avec une couverture forestière sur 30% du territoire, le pays connaît une déforestation croissante, principalement due à l'agriculture et à l'élevage. La culture du soja est un des vecteurs importants de la déforestation qui a réduit de plus de 70% la surface forestière ces dix dernières années, en particulier dans les forêts du Chaco et Yugas. L'Argentine est, en effet, un des principaux producteurs de farine et d'huile issus du soja, principalement voués à l'exportation vers l'Europe et la Chine. Les conséquences pour les populations indigènes sont importantes, d'un point de vue social, économique et environnemental (multiplications des inondations dans certaines zones du pays).

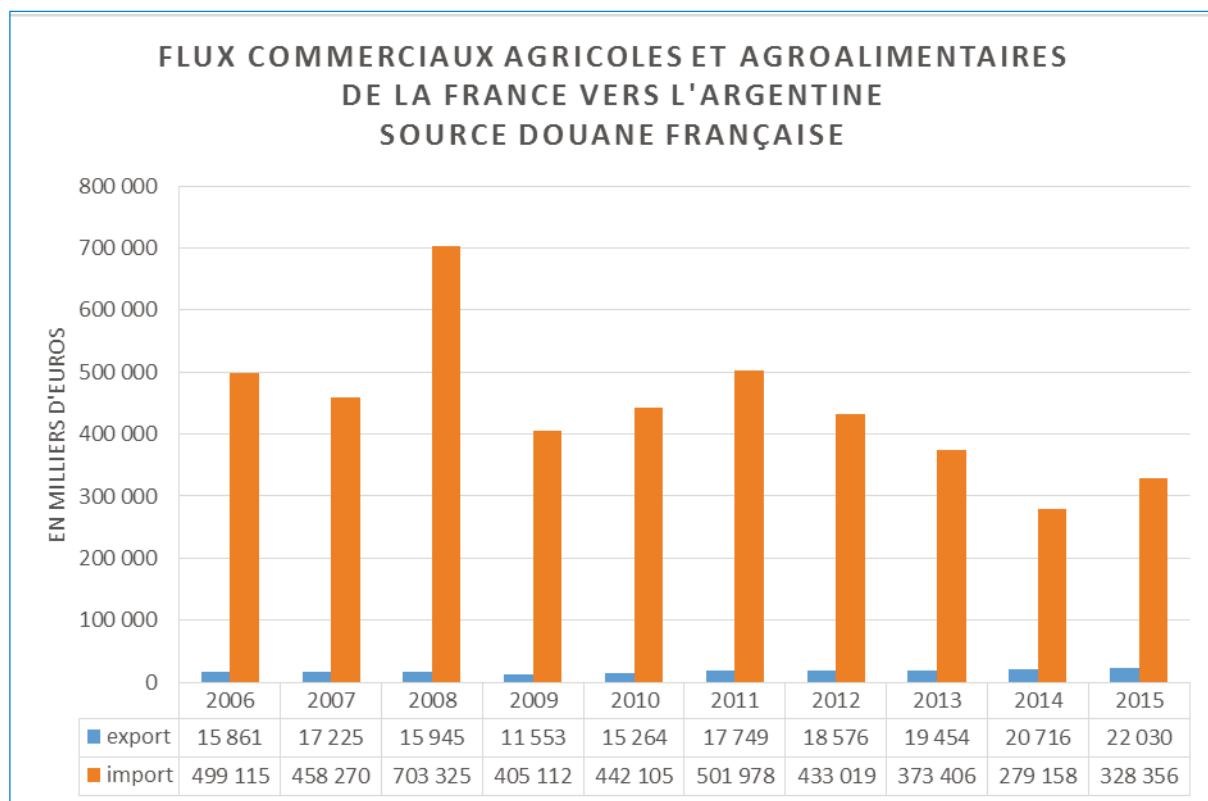
## Échanges commerciaux

En 2015, la balance commerciale agroalimentaire de l'Argentine présente un excédent de 29,1 Md€, en progression de 9% par rapport à 2014.

Les exportations de l'Argentine concernent essentiellement les aliments pour animaux, à travers des tourteaux et farine de soja principalement (4 237 M€), les céréales (4 366 M€ dont 63% de maïs (2 756 M€) et 20% de blé (916 M€) et les préparations à base de fruits, de légumes et de légumineuse (991 M€).

Les clients de l'Argentine sont nombreux et diversifiés. Les principaux sont des pays membres de l'ASEAN dont la Chine, le Mercosul avec le Brésil et l'UE, qui ensemble, représentent 62% des exportations argentines en 2015 d'après l'INDEC.

Les importations agricoles de l'Argentine sont limitées à 1,2M€ en 2015 contre 1,3M€ en 2011. Les principaux postes sont les préparations de cacao, les fruits, le café, thé et herbe maté, les viandes et les préparations diverses. Les principaux fournisseurs sont les pays d'Amérique du Sud et les États-Unis.



S'agissant des échanges agricoles, agroalimentaires, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture entre la France et l'Argentine, les termes des échanges sont favorables à l'Argentine et le solde a atteint 306,4M€ en 2015, soit une amélioration en faveur de l'Argentine (258,4 M€ en 2014).

L'Argentine a exporté vers la France pour 328 M€, soit une augmentation de 17,6% par rapport à 2015, essentiellement des huiles et graisses - huile et tourteaux de soja (155,6 M€), des préparations et conserves à base de poisson et de produits de la pêche (56,9 M€), des céréales (à l'exception du riz), légumineuses et oléagineux (29,9 M€) et des agrumes (19 M€).

Les exportations de la France sont très réduites et se sont élevées à 22 M€ (+6,3%), dont les vins (4,7 M€), les autres produits alimentaires (4,5 M€), légumes, racines et tubercules (2,7 M€) et les produits amyliacés (2 M€).

Par ailleurs, à titre d'information, les exportations de papiers et de cartons de la France vers l'Argentine sont de 6,6 M€ (+ 28%), les emballages en bois représentent 4,1 M€ et les autres produits forestiers sont estimés à 1,4 M€. L'Argentine exporte quant à elle 0,34 M€ de papiers et cartons ainsi que 0,15 M€ de bois brut vers la France.

## ..... Accords internationaux .....

L'Argentine se distingue depuis longtemps par ses positions très marquées dans les négociations commerciales multilatérales et bilatérales : très favorable à une libéralisation du commerce agricole et à la suppression des subventions agricoles des pays développés, l'Argentine est en revanche déterminée à empêcher toute ouverture de son marché s'appuyant sur son statut de pays en développement. Le nouveau gouvernement semble vouloir faire évoluer cette position vers plus d'ouverture commerciale.

L'Argentine est membre de l'OMC depuis 1995. Elle est présente dans de nombreux différends, à la fois comme plaignant et comme défenseur. Un contentieux sur le biodiesel oppose l'Argentine à l'Union Européenne. Par ailleurs, l'Argentine affiche son hostilité au sujet des indications géographiques (IG) dans les enceintes multilatérales, estimant notamment qu'il n'a pas sa place dans le cycle de Doha.

Sur le plan régional, l'Argentine appartient, avec le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay et maintenant le Venezuela au Marché commun du sud (Mercosur), institué par le traité d'Asunción du 26 mars 1991. Il s'agit d'une union douanière, même si elle fonctionne imparfaitement, les conflits commerciaux étant fréquents notamment entre l'Argentine et le Brésil, son principal partenaire commercial dans la région (18 % de ses exportations et 22 % de ses importations en 2015).

L'Union européenne et le Mercosur ont engagé des négociations commerciales en 1999. Elles ont été suspendues, en 2004, en raison du niveau des concessions agricoles demandées à l'Union Européenne par les pays du Mercosur et du faible degré d'ouverture de son marché industriel, soulignant ainsi les difficultés à accorder les parties sur une approche équilibrée. Ces discussions bilatérales commerciales ont repris à la suite du sommet UE-Amérique Latine-Caraïbes du 18 mai 2010, sans avoir beaucoup progressé ensuite.

Suite à un ultimatum posé par la Commission européenne fin 2012, le Mercosur a travaillé à la préparation d'une offre commune ; un échange d'offre tarifaire aurait dû avoir lieu fin 2013, mais a été repoussé à plusieurs reprises. L'Argentine a souvent été présentée comme le pays le moins allant dans le cadre de la préparation de cette offre. Toutefois, l'arrivée au pouvoir de Mauricio Macri a marqué un réel souhait de ce pays de relancer ces négociations. Ainsi, un nouvel échange d'offres est prévu en mai 2016 ; la question des concessions agricoles sera de nouveau centrale.

En dehors des négociations commerciales, le gouvernement argentin partage plutôt les positions françaises à la FAO : si l'Argentine focalise son discours sur la nécessaire augmentation de la production pour nourrir le monde, elle développe aussi un discours construit sur l'importance des politiques sociales pour répondre au défi de la sécurité alimentaire. Elle accorde en outre de l'importance à la coopération sud-sud.

Dans le cadre du G-20 agricole, l'Argentine s'est montrée constructive et intéressée par les travaux sur la lutte contre la volatilité excessive des prix sur les matières premières, tout en veillant à éviter que ses taxes à l'exportation ne soient mises en causes explicitement.

## Relations bilatérales

Dans le domaine de la recherche, des collaborations existent entre l'INTA (Instituto nacional de tecnología agropecuaria, organisme de recherche agronomique argentin), l'INRA, le CIRAD, l'Irstea et l'IRD.

Agriterris, laboratoire international de recherche créé en 2007 par l'INRA et l'INTA, est un exemple des relations franco-argentes dans ce domaine. Il associe également des universités et des écoles françaises (dont Montpellier SupAgro et l'université de Toulouse Le Mirail), ainsi que des universités en Argentine et au Brésil. Le CIRAD y est associé depuis 2012. Les recherches conjointes pour 2014-2018 portent sur trois thèmes : le développement territorial et l'activité agricole ; la transformation des systèmes de production et la mobilisation des connaissances ; les dynamiques d'écologisation dans les exploitations agricoles.

Les différents accords entre l'INTA et les organismes français de recherche ont été renouvelés en novembre 2013 à Buenos Aires, lors des premières « Journées franco-argentes de coopération pour l'innovation : agriculture, territoires et environnement ». Ces Journées franco-argentes de coopération scientifique dans le domaine de l'agriculture ont d'ailleurs de nouveau eu lieu en mai 2015 à Paris et sont le reflet de cette excellente collaboration.

Dans le domaine de l'enseignement agricole technique et supérieur, deux champs de collaboration se développent, et qui structureront davantage la relation bilatérale :

- les liens entre les établissements d'enseignement technique agricole des deux pays, notamment en privilégiant une entrée via les provinces (l'Argentine étant un État fédéral) et les directions de la formation professionnelle des ministères de l'éducation des provinces argentes ;
- la mise en œuvre, pour l'enseignement supérieur agronomique, vétérinaire et paysager, du programme ARFAGRI (Argentine-France Agriculture), programme concerté d'échanges académiques croisés d'un ou deux semestres.

La mise en place de ce programme en 2015 commence déjà à renforcer les liens existants entre écoles françaises et universités argentes et propose un cadre solide pour les échanges d'étudiants et d'enseignants-chercheurs. Les partenaires institutionnels du MAAF pour le programme ARFAGRI sont les ministères de l'éducation et celui de l'agro-industrie.

La coopération technique et administrative entre les ministères de l'agriculture français et argents était jusqu'à ce jour plus limitée même si quelques sujets d'intérêt commun ont été abordés (changement climatique, indications géographiques, développement territorial). Toutefois, la coopération pourrait connaître un développement plus important suite à la signature en février 2016, d'une Déclaration d'intentions de coopération dans les domaines agricole et agroalimentaire, lors de la visite d'État du Président de la République français en Argentine.

Par ailleurs, la création d'un groupe de travail agricole France-Argentine a été décidée entre les deux ministres de l'agriculture qui se sont rencontrés à Paris en avril 2016, et devrait permettre de structurer le dialogue bilatéral agricole à l'avenir, que ce soit en matière de coopération universitaire, scientifique ou administrative.

**COPYRIGHT** : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du service des relations internationales de la direction générale des politiques agricole, agroalimentaire et des territoires (DGPAAT). **Adresser les demandes à [patrice.de-laurens@agriculture.gouv.fr](mailto:patrice.de-laurens@agriculture.gouv.fr).**

**CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ** : le service des relations internationales s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**RÉDACTION** : Cette collection de fiches **pays 2014** est coordonnée par le bureau des relations bilatérales (BRB/DGPAAT). Leur rédaction est assurée par les correspondants géographiques du service des relations internationales de la DGPAAT (BRB, BUE, BDOI), les conseillers aux affaires agricoles (CAA) et les services des ambassades de France des pays concernés et les services centraux concernés (DGPAAT, DGAL, DGER, CEP). Les sources des données sont diverses. En fonction des zones géographiques, des lots de données homogènes et consolidées ont été privilégiés, ce qui peut conduire à ne pas retenir les données de l'année N-1 mais celles de l'année N-2 dans le tableau de la première page, les données de l'année N-1 restant mentionnées dans le corps du texte.

**Service des relations internationales – 3, rue Barbet de Jouy – 75349 Paris 07 SP**